

Avis de convocation / avis de réunion

SCPI URBAN VITALIM

Société Civile de Placement Immobilier au capital de 12 850 272 EUROS
Siège Social : 10, rue du Chevalier Saint-George 75001 PARIS
RCS PARIS 811 073 642

Avis de convocation à l'Assemblée Générale Ordinaire du 26 juin 2018

Les associés de la SCPI URBAN VITALIM, ont été convoqués à l'Assemblée Générale Ordinaire le 19 juin 2017 à 15h30 au siège social de la Société de Gestion URBAN PREMIUM, 10 rue du Chevalier Saint-George - 75001 PARIS.

Le quorum n'ayant pas été atteint, conformément aux statuts de la SCPI URBAN VITALIM, les associés sont à nouveau convoqués à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le mardi 26 juin 2018 à 15h30 au 10, rue du Chevalier Saint-George – 75001 PARIS, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour ci-dessous. Etant précisé que cet ordre du jour est identique à celui figurant dans la convocation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 juin 2018, déjà publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires n° 64 en date du 28 mai 2018.

Assemblée Générale Ordinaire

- Approbation des rapports et des comptes annuels 2017,
- Approbation des conventions réglementées,
- Quitus à la Société de Gestion,
- Renouvellement de la confiance accordée au Conseil de Surveillance,
- Approbation et répartition des résultats de l'exercice 2017,
- Approbation des valeurs comptable, de réalisation et de reconstitution de la Société,
- Indemnité du Conseil de Surveillance,
- Délégation de pouvoir pour l'accomplissement des formalités légales.

PREMIÈRE RÉOLUTION – Approbation des rapports et des comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2017

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture des rapports de la Société de Gestion, du Conseil de Surveillance ainsi que du Commissaire aux Comptes, approuve lesdits rapports, les comptes, l'état patrimonial, le compte de résultat, et l'annexe de l'exercice 2017 ainsi que les opérations qu'ils traduisent.

DEUXIEME RÉOLUTION – Approbation des conventions réglementées

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport du Commissaire aux Comptes concernant les conventions soumises à l'article L.214-106 du Code Monétaire et Financier, approuve lesdites conventions.

TROISIÈME RÉOLUTION – Quitus à la Société de Gestion

L'Assemblée Générale donne à la Société de Gestion quitus de sa mission pour l'exercice écoulé et lui renouvelle sa confiance aux fins d'exécution de son mandat dans toutes ses dispositions.

QUATRIÈME RÉOLUTION – Renouvellement de la confiance accordée au Conseil de Surveillance

L'Assemblée Générale prend acte de la mission accomplie par le Conseil de Surveillance pour l'exercice écoulé et lui renouvelle sa confiance.

CINQUIÈME RÉOLUTION – Approbation et répartition des résultats de l'exercice 2017

L'Assemblée Générale approuve l'affectation et la répartition des résultats 2017 telles qu'elles lui sont proposées par la Société de Gestion.

L'Assemblée Générale décide d'affecter le résultat 2017, soit 43 090,25 €uros, au report à nouveau. Le report à nouveau pour l'exercice 2018 s'élèvera, post-affectation, à un montant de – 37 869,80 €uros.

SIXIÈME RÉOLUTION – Approbation des valeurs comptable, de réalisation et de reconstitution de la société

L'Assemblée Générale, vu de l'état annexe aux comptes retraçant la valeur comptable (430,50 €), la valeur de réalisation (427,65 €) et la valeur de reconstitution (504,93 €) de la Société, par part, approuve lesdites valeurs de la Société URBAN VITALIM au 31 décembre 2017.

SEPTIÈME RÉOLUTION – Indemnité du Conseil de Surveillance

L'Assemblée Générale, sur proposition du Président du Conseil de Surveillance, décide de ne pas verser d'indemnité aux membres du Conseil de Surveillance pour l'exercice 2018, sans préjudice du remboursement de tous frais de déplacement et d'assurance en responsabilité civile professionnelle des membres.

HUITIEME RESOLUTION – Délégation de pouvoir pour l'accomplissement des formalités légales

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée à l'effet de procéder à tous dépôts et toutes formalités de publicité prévus par la loi.